

Referendum en Catalogne : double visage de Julian Assange, proche des putschistes de Catalogne !

écrit par Marcher sur des oeufs | 1 octobre 2017

Un homme avisé en vaut deux !

A bon entendeur !

Et le vrai visage de celui que l'on dit le gourou des lanceurs d'alerte ! Après tout ; il n'est qu'humain, un humain comme les autres ; tout ce qu'il dit et fait n'est pas à prendre comme « parole ou écriture sainte ». En fin de compte il défend sa paroisse !

Et comme la paroisse d'Assange, en l'occurrence, c'est l'indépendance de la Catalogne, qui est illégale...

Et comme ceux qui veulent l'indépendance de la Catalogne sont des immigrationnistes islamophiles...

<http://resistancerepublicaine.com/2016/05/01/le-traitre-arthur-mas-impose-larabe-au-meme-titre-que-lespagnol-en-catalogne/>

<http://resistancerepublicaine.com/2016/04/16/changement-de-civilisation-en-catalogne-islamisation-et-arabisation/>

<http://resistancerepublicaine.com/2015/11/12/la-catalogne-commence-la-deconnexion-de-lespagne-et-de-leurope-valls-applaudit/>

Julian Assange est notre ennemi.

«La première guerre sur Internet du monde a commencé en Catalogne»,
s'alarme Julian Assange

::

<https://francais.rt.com/international/43972-premiere-guerre-sur-internet-monde-a-commence-en-catalogne-alarme-assange>

30 sept. 2017

Les tentatives de Madrid de blocage des applications facilitant la tenue du

référendum en Catalogne constituent une véritable «guerre sur internet» selon Julian Assange, qui a lancé un appel appuyé afin de lutter contre ces mesures.

Julian Assange, le célèbre fondateur du site Wikileaks, s'est invité à sa manière dans la campagne du référendum sur l'indépendance de la Catalogne, qui doit se tenir le 1er octobre malgré son interdiction par la justice espagnole. Impitoyable défenseur de la liberté d'expression, le lanceur d'alerte s'est insurgé contre les mesures prises par Madrid pour tenter d'empêcher la tenue du scrutin, ciblant particulièrement les mesures de censure dans le domaines des télécommunications.

«La première guerre sur internet du monde a commencé en Catalogne», a écrit Julian Assange sur Twitter, le 30 septembre. «Les habitants et le gouvernement [de la région de Catalogne] utilisent internet pour organiser le référendum d'indépendance de dimanche [1er octobre], tandis que les services espagnols de renseignement gèlent les télécommunications et se livrent à la censure de centaines de sites, de protocoles, etc...», a détaillé le célèbre lanceur d'alerte.

The world's first internet war has begun, in Catalonia, as the people and government use it to organize an independence referendum on Sunday and Spanish intelligence attacks, freezing telecommunications links, occupying telecoms buildings, censors 100s of sites, protocols etc.— Julian Assange ? (@JulianAssange) 30 septembre 2017

S'appuyant notamment sur des informations relayées par le journal catalan El Nacional le 29 septembre, Julian Assange a dénoncé l'intrusion de la garde civile espagnole dans un bâtiment de télécommunications de Barcelone, qui visait à bloquer 29 applications que le gouvernement catalan comptait utiliser pour organiser le vote et compter les voix.

J'appelle tous nos soutiens et les informaticiens à révéler les méthodes de censure de la garde civile et des services de renseignement espagnols

Une mesure qui a révolté le lanceur d'alerte et contre laquelle il souhaite faire naître une mobilisation internationale : «J'appelle tous nos soutiens et les informaticiens où qu'ils soient, à nous aider à révéler, puis à contourner les méthodes de censure de la garde civile et des services de renseignement espagnols.»

I call on all our supporters and technologists everywhere to help expose, and work around, the censorship methods of the @GuardiaCivil and Spanish intelligence CNI being used to unlawfully censor the press, voters and the government of Catalonia.

<https://t.co/DT2SQ07l8D>– Julian Assange ? (@JulianAssange) 29 septembre 2017

Madrid, qui n'a pas autorisé le scrutin, cherche par tous les moyens à empêcher son organisation. La justice espagnole a notamment demandé au géant américain Google de désactiver une application expliquant comment et où se rendre pour voter.